

N° 5191⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**portant réorganisation de l'administration des Bâtiments Publics**

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(16.3.2004)

– Par sa communication du 28 janvier 2004, le Président de la Chambre des députés a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le texte coordonné du projet de loi portant réorganisation de l'administration des Bâtiments publics, texte tenant compte des recommandations formulées dans l'avis du Conseil d'Etat daté du 19 décembre 2003 ainsi que de quelques amendements proposés par la Commission des Travaux publics de la Chambre des députés.

Pour ce qui est de ces amendements, ils suscitent de la part du Conseil d'Etat les observations suivantes:

Ad Article 2

Le Conseil d'Etat voudrait relever d'abord pour la bonne forme que, malgré une présentation matérielle des amendements qui les relie aux propositions qu'il a faites dans son avis du 19 décembre 2003, ceux-ci sont l'œuvre de la commission de la Chambre des députés. Il constate ensuite que l'énumération comportant 9 points mentionne trois fois la formule „... généralement en collaboration avec les hommes de l'art du secteur privé ...“, ce qui l'amène à douter de l'utilité de la formule. D'un côté, il semble évident qu'une administration comme celle des Bâtiments publics collabore avec le secteur privé, sans qu'il soit nécessaire de relever cette particularité spécialement dans la loi constituant la base de cette administration. De l'autre côté, en insistant sur cette collaboration pour certaines des attributions de l'administration et en ne la mentionnant pas du tout pour les autres attributions, le texte du projet de loi autorise l'interprétation que cette collaboration est la règle lorsqu'il s'agit d'exercer certaines des attributions, et qu'elle est exclue par la loi lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre des autres attributions. Or, pareille interprétation serait erronée, le recours à l'expertise et à la collaboration du secteur privé devant constituer la règle générale.

Le Conseil d'Etat suggère dès lors, soit d'éliminer complètement du texte du projet la formule dont s'agit, soit de la faire figurer dans un nouvel alinéa final de l'article 2, qui pourrait prendre la teneur suivante:

„Dans l'exercice de ses attributions, l'administration peut faire appel à la collaboration des hommes de l'art du secteur privé.“

L'ajout apporté au deuxième point de l'énumération (les attributions de l'administration ne porteront pas seulement sur l'étude et l'exécution des bâtiments préfinancés par des parastataux ou des établissements privés, mais aussi sur l'étude et l'exécution des équipements et des aménagements des alentours de ces bâtiments) ne comporte pas d'observation.

Quant à l'ajout, parmi les attributions de l'administration, de „la gestion du mobilier national“, le Conseil d'Etat estime que la formule n'est pas appropriée. Prise dans un sens très extensif, elle inclut tout effet mobilier appartenant à l'Etat; prise dans un sens très restreint, elle englobe les objets mobiliers du patrimoine culturel, de sorte qu'elle se heurterait aux attributions de certaines institutions culturelles.

Par ailleurs, une formule comme „établissement et gestion de l'inventaire des biens meubles équipant les bâtiments publics“ établirait un parallèle avec le quatrième point de l'énumération, mais écarterait des attributions de l'administration des Bâtiments publics la gestion des biens meubles équipant les immeubles loués.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat propose de remplacer la formule retenue par la commission par celle de „établissement et gestion de l'inventaire des biens meubles équipant les immeubles affectés aux services publics, à l'exception des biens meubles rentrant dans l'attribution des instituts culturels; gestion et maintenance de ces biens meubles“.

Ad Article 4

L'alinéa final de cet article ne suscite pas d'observation.

Ad Article 6

Pour ce qui est de l'article 6, sous 5) et 6), le Conseil d'Etat suggère d'omettre la mention de la date des deux règlements grand-ducaux et d'écrire à chaque fois *in fine* „... suivant les critères et modalités fixés pour les administrations de l'Etat, sur proposition du directeur“.

Ad Article 8

Le Conseil d'Etat se déclare d'accord avec le nouvel agencement donné aux paragraphes de cet article ainsi qu'avec les modifications apportées au texte qui figurent aux paragraphes 1er, 2 et 5. Le paragraphe 5 nouveau est devenu nécessaire afin de régler la situation d'un agent admis le 19 décembre 2003 à la carrière de l'architecte et ingénieur.

– Par sa communication du 8 mars 2004, le ministre aux Relations avec le Parlement a saisi le Conseil d'Etat d'un amendement supplémentaire d'initiative gouvernementale, se rapportant au même projet de loi. Le texte de l'amendement était accompagné d'un exposé des motifs dont il résulte que le texte à examiner remonte à une initiative du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

L'amendement a pour objet de rétablir, dans l'intérêt de trois artisans transférés d'office en 1996 du Service de l'éclairage public vers l'Administration des ponts et chaussées, les perspectives de carrière qui étaient les leurs avant le transfert alors que l'avancement au grade *7bis* des trois agents est maintenant reporté de 2003 à 2010 pour le premier fonctionnaire, de 2005 à 2010 pour le second fonctionnaire et de 2009 à 2010 pour le troisième fonctionnaire.

Le Conseil d'Etat constate que la situation à la base de l'amendement ne correspond pas avec les arguments mis en avant par l'exposé des motifs. En effet, alors que l'exposé des motifs maintient que trois fonctionnaires „ont été fortement lésés dans leur expectative de carrière“, il s'avère que cette forte lésion n'existera qu'en 2005 dans l'un des cas individuels sous considération et en 2009 pour un autre de ces cas. Un fonctionnaire, il est vrai, est en retard d'avancement depuis 2003. Parler dans ces circonstances de cas de rigueur est pour le moins exagéré.

Sans contester l'opportunité qu'il y a à rétablir les perspectives de carrière des trois agents dont s'agit, le Conseil d'Etat ne peut pas se déclarer d'accord avec le moyen choisi pour ce faire.

Il voudrait relever d'abord que l'amendement se rapporte à un objet qui est complètement étranger aux visées du projet de loi auquel il doit être rattaché. Le projet de loi, qui avait initialement pour but de réorganiser l'Administration des bâtiments publics, doit maintenant être transformé en véhicule fourre-tout destiné à résoudre des problèmes qui n'ont aucun lien avec l'administration en question. Il ne peut approuver l'insertion dans les dispositions transitoires d'une loi se rapportant à l'Administration des bâtiments publics d'une autre disposition transitoire se rapportant à l'Administration des ponts et chaussées.

Il constate encore que l'amendement se propose de faire fruit, selon l'exposé des motifs, de „la première occasion qui s'y prête“ pour réparer des situations jugées constituer des cas de rigueur. D'après les informations dont dispose le Conseil d'Etat, il reste à régler bien d'autres situations dites de cas de rigueur. Sous prétexte que l'Administration des ponts et chaussées relève du même ministre que celle des Bâtiments publics, trois cas individuels seraient résolus dans l'immédiat alors que les autres dossiers resteraient en attente, soit jusqu'au passage d'autres projets de loi appropriés dans les dispositions transitoires desquels ils pourraient être intégrés, soit jusqu'à l'élaboration d'un projet de loi d'ensemble destiné à résoudre la généralité de ces problèmes.

Guidé par un souci d'équité, le Conseil d'Etat recommande de regrouper dans un seul et même projet de loi tous les dossiers constituant des cas de rigueur.

Si le texte même de l'amendement sous examen ne soulève pas d'observation de sa part, les considérations de forme et de fond exposées ci-dessus l'amèneraient cependant à refuser la dispense du second vote constitutionnel au projet de loi portant réorganisation de l'administration des Bâtiments publics, si le projet d'amendement sous examen devait y être intégré.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 mars 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

